

A quelques jours de la COP26, des institutions religieuses annoncent un désinvestissement historique des énergies fossiles

72 institutions religieuses de 6 continents, représentant plus de 4,2 milliards de dollars d'actifs sous gestion, annoncent leur désinvestissement des énergies fossiles. C'est la première année qu'autant d'organisations religieuses décident de ne plus soutenir les entreprises qui exploitent le charbon, le pétrole et le gaz, combustibles qui sont à l'origine de 80% des émissions mondiales de CO₂.

Cette annonce de désinvestissement émane d'institutions religieuses d'Australie, d'Irlande, d'Italie, du Kenya, du Népal, du Pérou, d'Ukraine, du Royaume-Uni, des États-Unis et de Zambie. [La liste complète est visible ici.](#)

Elle fait suite à [l'appel lancé en vue de la COP26 par le Pape François et d'autres chefs religieux](#) aux gouvernements mondiaux pour qu'ils s'attaquent de manière « urgente, radicale et responsable » à la « crise écologique sans précédent ». « Nous devons nous abstenir économiquement de toute activité nuisible à la planète et nuisible aux personnes. Écoutons donc l'invitation du Pape François à désinvestir des combustibles fossiles et à protéger notre maison commune », a déclaré le Père Joshtrom Isaac Kureethadam, responsable du Bureau de l'écologie et de la création du Vatican (dicastère au développement humain intégral), [dans une vidéo en mai 2021.](#)

Ce désinvestissement historique résulte également d'une mobilisation croissante d'organisations confessionnelles en faveur de l'arrêt immédiat de tout financement des énergies fossiles. Cet appel vient d'être formulé pour la première fois aussi clairement par la [déclaration du Conseil d'Eglises chrétiennes en France*](#) : « ne soutenir ni ne subventionner aucun nouveau projet d'extraction d'énergies fossiles ».

Ce mouvement a connu une croissance exponentielle ces dernières années. Au total, plus de 1 485 institutions, dont les actifs combinés s'élèvent à plus de 39 000 milliards de dollars, ont pris une forme d'engagement de désinvestissement, alors que ceux-ci s'élevaient à seulement 50 milliards de dollars en 2014. Les institutions religieuses ont été à l'avant-garde, représentant plus de 35 % du total des engagements.

Le Secours Catholique-Caritas France, reconnu d'utilité publique depuis 1962, [s'est engagé à désinvestir le 22/04/2018.](#) Depuis, l'association a modifié ses investissements pour les concentrer sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Elle fait partie des 165 membres de la confédération Caritas Internationalis qui avait également annoncé, en 2018, sa décision de désinvestir des énergies fossiles.

Pour Jean Merckaert, directeur Action Plaidoyer France Europe au Secours Catholique-Caritas France : « la nécessaire sortie des énergies fossiles doit s'accompagner d'une transition des pays dépendants des revenus du gaz, du pétrole ou du charbon. Pour les consommateurs, cette transition doit être juste socialement avec notamment des mesures pour offrir des alternatives en matière de chauffage, de mobilité, etc. qui soient accessibles à tous ».

Créé en 2015, le Mouvement Laudato Si' est composé de plus de 800 organisations catholiques et de milliers d'animateurs Laudato Si' à travers le monde. Il coordonne [la liste mondiale des organisations catholiques](#) ayant décidé de désinvestir et publie [plusieurs annonces annuelles](#) sur les nouveaux engagements.

Laura Morosini, responsable des programmes en France pour le Mouvement Laudato Si' a déclaré : « Notre mouvement appelle tous les catholiques, individuellement et collectivement, à désinvestir également. Alors que les catastrophes s'amplifient, que les scientifiques nous alertent sur l'urgence d'agir pour respecter l'Accord de Paris, désinvestir des énergies fossiles est désormais un impératif moral ».

*cosignée par Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort Conférence des évêques de France Le pasteur François Clavairolly Fédération protestante de France Le métropolite Dimitrios Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Contacts : **Mouvement Laudato Si'**, Laura Morosini au 06 58 44 21 34, laura@laudatosimovement.org
Secours Catholique, Sandrine Verdelhan au 06 61 54 10 69, sandrine.verdelhan@secours-catholique.org

En annexe : Détails sur les institutions qui ont annoncé leur désinvestissement (et déclarations pour certaines)

ANNEXE

Communiqué de presse - 26 octobre 2021

Mouvement Laudato Si' & Secours Catholique-Caritas France

A quelques jours de la COP26, des institutions religieuses annoncent un désinvestissement historique des énergies fossiles

Les institutions participantes à l'annonce de ce jour comprennent la Conférence des évêques catholiques d'Écosse, le Central Finance Board de l'Église méthodiste du Royaume-Uni, l'Église presbytérienne du Pays de Galles, l'Église presbytérienne d'Irlande, les universités catholiques des États-Unis et du Royaume-Uni, les Sœurs de la Charité d'Australie, Caritas Népal, 15 diocèses catholiques d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, deux diocèses de l'Église d'Angleterre, 19 églises de l'Église gréco-catholique d'Ukraine et le mouvement religieux bouddhiste Soka Gakkai International - Royaume-Uni. [La liste complète est visible ici](#).

Les villes de Rio de Janeiro, Glasgow, Paris, Seattle et Auckland annoncent également leurs engagements de désinvestissement aujourd'hui, en rejoignant [le forum C40 Divest / Invest](#).

Plus récemment, la Fondation Ford, créée par la richesse générée par les véhicules à essence, a rejoint Harvard, l'université la plus riche du monde, en annonçant qu'elle allait non seulement désinvestir des énergies fossiles mais aussi investir dans des solutions atténuant le changement climatique. Harvard a presque entièrement retiré des énergies fossiles sa dotation de 42 milliards de dollars et exclura tout investissement futur dans le charbon, le pétrole et le gaz. L'Université de St Thomas dans le Minnesota, une université catholique qui gère 800 millions de dollars d'actifs, s'est aussi jointe à l'annonce de ce jour.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a déclaré dans son récent rapport "[Net Zero by 2050](#)" qu'il ne peut y avoir de nouvelles exploitations de charbon, de pétrole et de gaz si l'on veut limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C et éviter des catastrophes climatiques. Alors que les dirigeants mondiaux s'appêtent à se réunir à la COP26, le gouvernement britannique subit une pression croissante en raison du projet de gisement pétrolier de Cambo, au large des côtes écossaises, soutenus par le géant pétrolier Shell. Ce projet rejeterait des émissions de CO₂ équivalentes à celles de 18 centrales électriques au charbon.

Le mois dernier, plus de 20 évêques anglicans d'Afrique australe, dont l'archevêque du Cap, les trois évêques du Mozambique et l'évêque de Namibie, [ont demandé l'arrêt immédiat de l'exploration gazière et pétrolière en Afrique](#). Ils ont déclaré qu'« une nouvelle ère de colonialisme économique par les entreprises des énergies fossiles est en cours » et que « les habitats naturels de l'Afrique sont détruits à un rythme alarmant par l'extraction du pétrole et du gaz ».

Les 17 et 18 octobre, des groupes confessionnels de différentes religions ont participé à [Faiths 4 Climate Justice](#), avec plus de 500 actions organisées dans 41 pays du monde. Parmi celles-ci, plus de 130 actions ont été menées en Australie, qui s'est classée au dernier rang en matière d'action climatique dans un rapport des Nations unies sur le développement durable publié en juillet. À New York, [de jeunes militants juifs et des rabbins ont bloqué l'entrée du siège mondial de BlackRock](#), le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, pour exiger que BlackRock retire tous ses fonds des énergies fossiles et de la déforestation.

Déclarations :

L'évêque Bill Nolan, évêque de Galloway, en charge de l'environnement de la Conférence des évêques catholiques d'Écosse, a déclaré : « Le monde est plein de voix qui dénoncent la crise environnementale à laquelle nous sommes confrontés. Les évêques écossais ont ajouté leur voix dans leur lettre pastorale publiée à la Pentecôte cette année. Cependant, parler ne suffit pas, il faut agir. C'est pourquoi les évêques se sont engagés à prendre des mesures concrètes en faveur de la neutralité carbone et à se désengager des entreprises des énergies fossiles. D'aucuns ont fait valoir que ces entreprises sont encore nécessaires pendant le temps où nous passons à des solutions plus écologiques. Il y a une part de vérité dans cette affirmation. Mais les évêques ont décidé que le désinvestissement montrerait que le statu quo n'est pas acceptable et que, compte tenu des dommages que la production et la consommation des énergies fossiles causent à l'environnement et aux populations des pays à faible revenu, il n'est pas juste de tirer profit des investissements dans ces entreprises. **Le désinvestissement est un signe que la justice exige que nous nous éloignions des énergies fossiles** ».

L'archevêque Bernard Longley, archevêque de Birmingham, a déclaré : « Notre engagement à désinvestir dans les énergies fossiles est une réponse au cri de la terre et des pauvres, qui nous fait faire un pas de plus vers sa consolation. Nous rejoignons de nombreuses autres organisations religieuses qui font le choix éthique de "veiller à ne pas soutenir les entreprises qui nuisent à l'écologie humaine ou sociale... ou à l'écologie environnementale", comme le pape François nous y invite dans le manuel du Vatican "Cheminer vers le soin de notre maison commune". Voir tant de personnes unies par cet objectif me donne un grand espoir pour l'avenir ».

David Palmer, directeur général du Central Finance Board de l'Église méthodiste, a déclaré : « Le rythme du changement dans le secteur du pétrole et du gaz a été inadapté et reste bien en deçà des objectifs fixés lors de la COP21 à Paris. Nous espérons que la COP26 réactualisera ces objectifs et nous sommes impatients de nous joindre à d'autres groupes religieux à Glasgow le mois prochain pour appeler à une action immédiate afin de répondre à l'urgence climatique ».

Le révérend Evan Morgan, modérateur de l'Église presbytérienne du Pays de Galles, a déclaré : « Notre assemblée générale a adopté cette année une résolution visant à se défaire des énergies fossiles dans le cadre de notre nouvelle politique environnementale. Nous sommes conscients que le temps presse et que pour sauvegarder la planète et remplir notre rôle de gardiens de la création de Dieu, l'Église, entre autres organisations, doit agir. Le temps des mots, aussi bien intentionnés soient-ils, est révolu et les actions sont maintenant à l'ordre du jour pour être proactifs dans notre réponse aux défis de la crise climatique ».

Le révérend Dr David Bruce, modérateur de l'Église presbytérienne d'Irlande, a déclaré : « Lors de son assemblée générale du 5 octobre 2021, l'Église presbytérienne d'Irlande a demandé à ses administrateurs d'adopter une nouvelle stratégie à l'égard des entreprises produisant des énergies fossiles ou dont l'activité est basée sur leur utilisation. Concrètement, il s'agira de se désengager des entreprises qui tirent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires de l'extraction de pétrole et de gaz et de négocier auprès d'autres entreprises qui sont de grands utilisateurs des énergies fossiles. Nous croyons que nos politiques d'investissement devraient être guidées par la compréhension biblique de la création qui conduit à un engagement envers le monde de Dieu et nos voisins du monde ».

Le révérend Hugh Nelson, évêque de St Germans dans le diocèse de Truro de l'Église d'Angleterre, a déclaré : « Nous sommes fiers de pouvoir dire que nous n'investissons plus dans des entreprises dont l'activité principale consiste à extraire, produire ou raffiner du charbon, du gaz et du pétrole. Nous savons qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir et nous examinerons de très près tous nos

investissements pour essayer de nous défaire de tout lien indirect avec l'extraction. Mais nous sommes heureux d'avoir fait ce premier grand pas ».

L'archevêque Kieran O'Reilly, archevêque de Cashel et Emly, a déclaré : « Nous sommes arrivés à un moment critique de l'histoire de l'humanité. En tant que prêtre ayant travaillé en terre de mission, j'ai constaté le grand besoin d'agir équitablement et avec justice envers nos sœurs et frères dans d'autres parties de notre monde - le désinvestissement est une façon d'agir équitablement et correctement ».

Robert Harrap, directeur général de Soka Gakkai International - Royaume-Uni, a déclaré : « En tant qu'organisation bouddhiste fondée sur une philosophie de respect de la dignité de la vie et de la non-dualité de l'individu et de l'environnement, il est important pour nous d'investir de manière durable et responsable. Nos administrateurs ont décidé de se désengager des énergies fossiles car c'est un moyen essentiel de protéger notre précieuse planète et les personnes les plus menacées par la crise climatique ».

Le Très Révérend Karl J. Kiser, SJ, Provincial des Jésuites du Midwest, a déclaré : « Nous sommes engagés dans les objectifs de Laudato Si' du Saint Père et dans le " voyage vers l'écologie intégrale " qu'il envisage. Les dons qui nous sont confiés pour faire avancer notre mission apostolique s'alignent sur l'objectif d'un avenir plus juste et durable et le promeuvent. Poussés par la foi, notre souci de la création reflète l'immense gratitude due au Créateur ; il nous inspire une plus grande simplicité de vie, un engagement communautaire avec d'autres personnes de bonne volonté, et une conscience plus profonde du cri des pauvres et de la terre. Nous nous souvenons de la réflexion du pape Benoît XVI sur le verset de la Genèse 1,28, qui dit : "Soumettez la terre". Benoît XVI a dit : "Cela ne veut pas dire : asservissez-la ! Exploitez-là ! Faites-en ce que vous voulez ! Non, ce que cela signifie, c'est : Reconnaissez-la comme un don de Dieu ! Gardez-la et prenez-en soin, comme les enfants prennent soin de ce qu'ils ont hérité de leur père. Prenez-en soin, afin qu'elle devienne un véritable jardin pour Dieu et que son sens s'accomplisse, afin que pour elle aussi, Dieu soit tout en tous." »

L'évêque Luke Pato de Namibie a déclaré : « Nous sommes les gardiens de la terre pour les générations à venir. La Namibie est le pays le plus sec au sud du Sahara et nos eaux souterraines sont l'héritage que nous laissons à nos enfants et petits-enfants. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'opérations de forage qui polluent les précieuses sources d'eau, violent les droits des populations autochtones et menacent le site patrimonial du delta de l'Okavango ».

Vanessa Nakate, militante ougandaise pour la justice climatique, a déclaré : « En raison des activités humaines actuelles contre la terre, la terre est en deuil. La souffrance s'abat sur les gens et sur la planète. Lorsque la nature est détruite, nous nous détruisons nous-mêmes. Nous avons tous une responsabilité envers la création, celle de la protéger et de la conserver pour les générations actuelles et futures ».

Tomás Insua, directeur exécutif du mouvement Laudato Si', a déclaré : « Les croyants désinvestissent à grande échelle du charbon, du pétrole et du gaz, exigeant du G20 à Rome qu'il conclue enfin que le financement des énergies fossiles n'a pas d'avenir. Comme l'a dit le pape François : " Ça suffit, la soif de profit qui ne tient pas compte des personnes, qui cherche uniquement à accaparer les gisements de gaz et de combustible, sans égard pour la maison commune" ».

James Buchanan, directeur de la campagne Bright Now de l'opération Noah (protestant), a déclaré : « Alors que le Royaume-Uni se prépare à accueillir la COP26, nous sommes ravis que 37 institutions religieuses britanniques aient décidé de se désinvestir des entreprises des énergies fossiles et de se joindre à cette annonce record de désinvestissement mondial. Nous demandons au gouvernement britannique et aux dirigeants mondiaux de mettre fin aux subventions aux énergies fossiles et d'arrêter

immédiatement toute nouvelle exploration pétrolière et gazière, y compris le champ pétrolifère de Cambo [Ecosse]».

Le Révérend Dr Rachel Mash, coordinatrice environnementale de Green Anglicans, a déclaré : « Face à la dévastation de l'environnement, à la pollution des précieuses sources d'eau et à l'abus des droits fonciers causés par les entreprises des énergies fossiles, il est facile pour ceux qui sont en première ligne du changement climatique de se sentir dépassés par le pouvoir de ces entreprises. Lorsque nous entendons que les communautés religieuses retirent leur argent de ces entreprises, cela ravive l'espoir que nous ne sommes pas seuls ».

Le révérend Fletcher Harper, directeur exécutif de GreenFaith, a déclaré : « Pour faire face à l'urgence climatique, le désinvestissement des énergies fossiles est un impératif moral. De plus en plus de groupes religieux - musulmans, hindous, bouddhistes et juifs ainsi que chrétiens - doivent continuer à ajouter leur nom à la liste croissante des engagements de désinvestissement, et doivent également montrer la voie en investissant pour garantir l'accès à une énergie propre pour absolument tout le monde - en particulier les 800 millions de personnes qui n'ont pas l'électricité ».

Laura Morosini, responsable des programmes en France du Mouvement Laudato Si', a déclaré : « Le 18 octobre, nous nous sommes levés et avons jeûné devant la tour TotalEnergies à La Défense, avec le Père Dominique Lang et d'autres leaders religieux, pour que TotalEnergies arrête le désastreux projet Eacop/Tilenga [Ouganda/Tanzanie]. Nous avons clairement demandé à TotalEnergies de mériter leur nouveau nom en abandonnant les nouveaux projets d'énergies fossiles et pas seulement en les diminuant lentement ».

Russell Testa, animateur Justice paix et intégrité de la création (JPIC) pour les frères franciscains de la province Holy Name (NY), a déclaré : « Nous venons d'adopter une politique de désinvestissement dans notre province dans le cadre de nos efforts pour vivre plus pleinement le message de l'Évangile tel que présenté dans Laudato Si'. Au cours de l'année prochaine, nous allons retirer les investissements que nous avons dans les énergies fossiles et nous examinerons ceux qui sont possibles dans les énergies renouvelables. Cette politique a été recommandée par le comité d'investissement de la direction des finances et approuvée par le Conseil provincial ».

Sœur Anne McCarthy, bénédictine, membre du conseil d'administration d'Emmaüs Ministries, a déclaré : « Le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles s'aligne sur la mission d'Emmaüs Ministries - défendre la dignité de chaque être humain. Nous ne pouvons défendre la dignité de tous que si nous défendons la dignité de la terre où nous vivons. S'engager dans ce mouvement est un moyen efficace d'incarner nos valeurs et d'agir au niveau de la société ».

Le père Lalit Tudu, directeur de Caritas Népal, a déclaré : « Cette décision est la bonne pour notre organisation, qui souhaite montrer sa solidarité dans la lutte contre le réchauffement climatique ».